



« Ceux qui ne sont pas Charlie » : des promoteurs d'essentialisation et de séparation

Manuel Boucher est sociologue, auteur de *Sociologie des turbulences. Penser les désordres des inégalités* (préface Alain Touraine), L'Harmattan, 2015.

A la suite des violences meurtrières des 7, 8 et 9 janvier 2015 où furent assassinés à Paris 17 personnes par 3 djihadistes parce qu'elles étaient journalistes, caricaturistes ou salariées du journal satirique et politique Charlie Hebdo mais aussi juives et policiers, un sentiment de révolte nationale a conduit près de 4 millions de manifestants à descendre dans la rue un peu partout en France et dans la capitale pour exprimer leur refus de la barbarie. Dans ce cadre, le slogan « Je suis Charlie » a été adopté par beaucoup de gens pour manifester leur solidarité avec les victimes et défendre la liberté d'expression. Néanmoins, un certain nombre de personnes et d'organisations ne se sont pas reconnues dans ce slogan. Le journal Le Monde (daté du 16 janvier 2015) a alors décidé de donner la parole à « Ceux qui ne sont pas Charlie » en publiant une double page composée de textes écrits par des intellectuels religieux et par 2 collectifs de chercheurs et d'universitaires. La principale raison avancée par ces acteurs pour ne pas avoir manifesté est leur refus de l'« islamophobie » et la stigmatisation des musulmans. Or, dans ce texte, Manuel Boucher montre que les arguments développés par « Ceux qui ne sont pas Charlie » participent aux processus de hiérarchisation victimaire, d'essentialisation et de dépolitisation renforçant ainsi une dynamique de séparation culturelle productrice de méfiance et de violences réciproques.

Bien que les auteurs des textes publiés dans *Le Monde* (daté du 16 janvier 2015) au sein d'un même dossier intitulé : « Ceux qui ne sont pas Charlie » viennent d'horizons différents (acteurs humanitaires et politico-religieux, universitaires), ceux-ci, au-delà du fait qu'ils affirment tous ne pas avoir manifesté les 10 et 11 janvier lors des marches appelant à la protestation et à l'unité contre la barbarie terroriste organisées un peu partout en France et à Paris, développent des points de vue qui me semblent concourir à renforcer, dans un contexte de guerre au Moyen-Orient et de désintégration sociale liée à la mondialisation néo-libérale, le processus de séparation culturelle en cours dans la société française, producteur de méfiance réciproque, de repli communautaire et de violences.

Tous les textes publiés dans ce dossier commencent par dénoncer, parfois mollement (« *nous sommes attristés par la mort des dessinateurs et journalistes* »), les violences terroristes et racistes brutalement survenues les 7, 8 et 9 janvier dans les locaux de *Charlie Hebdo* et dans un hypermarché casher de la capitale (17 morts) pour ensuite énoncer les arguments qui les ont conduits à ne pas se sentir solidaires des près de 4 millions de personnes qui sont sorties dans la rue pour protester contre le terrorisme en brandissant, pour beaucoup, des écriteaux « Je suis Charlie », en soutien aux journalistes assassinés, aussi déclinés en « Je suis Flic » et « Je suis Juif », en soutien aux policiers et aux juifs également tués mais aussi « Je suis Musulman » pour dénoncer les amalgames entre islam et djihadisme.

Dans son article, le collectif proche du Parti des Indigènes de la République, semble considérer que les premiers responsables des violences meurtrières commises par trois jeunes djihadistes français (finalement tués par la police après des échanges de tirs nourris) ne sont pas les véritables auteurs mais plutôt l'impérialisme et le colonialisme des pays occidentaux accusés d'avoir produit le fanatisme et des « combattants extrémistes ». En cela, il semble indiquer que les jeunes meurtriers ne sont pas les premiers responsables de leurs actes car s'ils sont passés à l'acte c'est qu'ils ont été poussés à le faire, non pas d'abord par les islamistes obscurantistes qui instrumentalisent leur colère (les meurtriers étaient tous issus de banlieues ghettoïsées et deux d'entre eux étaient d'anciens délinquants ayant effectué de longues peines de prison) mais parce que ces jeunes sont les victimes de processus d'injustice et d'inégalité produits par les dirigeants occidentaux qui dominent le monde et le manipulent. En somme, les djihadistes auraient agi en toute légitime défense contre les puissants qui stigmatisent et humilient les « dominés » qu'ils associent largement aux musulmans.

Ce même collectif critiquant une vision binaire des manifestations contre les violences meurtrières (pour *Charlie* ou pour les terroristes) dénonce la criminalisation de ceux qui combattent l'« islamophobie ». En effet, une des raisons avancée par ce collectif pour ne pas avoir défilé contre le terrorisme est la présence présumée d'« islamophobes » dans la manifestation amalgamant islam et violence. Par « islamophobie », ce collectif entend « pas ceux qui critiquent la religion, mais ceux qui attribuent aux musulmans une « identité » qui découlerait du coran, qui en font un groupe homogène et porteur d'un projet cohérent visant nos institutions, nos valeurs. »

Or, alors que ce collectif dénonce l'essentialisation des musulmans, il est le premier à mettre en pratique ce processus. En effet, ce collectif se réclame de l'héritage de la laïcité telle qu'elle a été définie en 1905, autrement dit, « une séparation des églises et de l'État, une neutralité de l'État (et non pas des citoyens), le droit de chacun d'affirmer sa religion dans l'espace privé ou public ». C'est donc au nom de cette définition de la laïcité que ce collectif énumère un ensemble d'actions qu'il soutient, devant permettre aux musulmans de faire respecter leur droit à être musulman : il s'agit, notamment, de permettre aux jeunes filles voilées de fréquenter l'école publique mais plus généralement de donner des droits aux musulmans « à exister comme sujets politiques ». Cependant, dans leur énumération, rien n'est dit sur le droit des personnes, en particulier celles venues de pays de tradition musulmane à ne pas croire en dieu, à revendiquer leur athéisme également protégé par la laïcité. Effectivement, au-delà d'une séparation des églises et de l'État, la laïcité défend la possibilité de croire en dieu ou de ne pas y croire (à noter que les athées même s'ils ne croient pas en dieu peuvent croire en autre chose, notamment le genre humain). Ainsi, en dénonçant l'« islamophobie », ce collectif semble enjoindre l'ensemble des personnes ayant des origines musulmanes, au nom de la lutte contre les processus discriminatoires qui viseraient massivement les musulmans, à se définir exclusivement au sein d'une « identité musulmane » plutôt qu'au sein d'une autre identité plus politique, notamment l'identité française. En tout état de cause, pour ce collectif, le seul combat antiraciste légitime est celui de la lutte contre l'« islamophobie », oubliant de dire que ce concept flou est utilisé par les islamistes pour empêcher quiconque de questionner ceux qui agissent politiquement au nom d'une religion mais aussi les États théocratiques qui instrumentalisent l'islam pour garantir l'ordre établi. Dans cette optique, ce collectif souligne que plus nombreux seront les antiracistes à se joindre aux mobilisations contre l'« islamophobie », plus « il sera clair que nous ne sommes pas engagés dans un conflit identitaire, religieux ou culturel mais politique. » Quelle hypocrisie, quel cynisme de la part d'un collectif qui a refusé de manifester contre les violences meurtrières avec des millions de Français qui, au nom des valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité, laïcité), refusant tous les amalgames, se déclaraient solidaires avec *Charlie Hebdo* en tant que citoyens membres d'une société plurielle, qu'ils soient juifs, musulmans, athées... Il ne suffit donc pas d'affirmer que l'on est contre l'essentialisation pour se dédouaner d'un mode d'approche des problèmes sociaux, politiques et culturels conduisant à exacerber la haine et la concurrence victimaire.

De la même manière, le collectif disant « non à l'union sacrée » est lui-même hypocrite quand il refuse d'aller manifester en dénonçant le « défilé d'abjecte hypocrisie » regroupant des chefs d'État occidentaux accusés d'être responsables de massacres d'« Arabes » en Irak et en Palestine ou même de soutenir des régimes politiques moyen-orientaux qui financent des mouvements salafistes djihadistes. Sans remettre en question la véracité de ces accusations ainsi que la responsabilité de choix politiques et économiques qui produisent de la violence, de la précarité et des inégalités insoutenables dans le monde, en la circonstance, que vaut cette tentative d'instrumentalisation étatique tellement visible à côté des millions de personnes d'horizons divers qui, ensemble, ont dit non aux violences religieuses et communautaires ? En réalité, ce refus de l'« union sacrée » cache mal la dynamique de « concurrence des victimes » promue par ce collectif qui participe à créer et à opposer des « communautés » structurées par le ressentiment et la peur de l'autre. D'ailleurs, lorsqu'il se déclare solidaire « de celles et ceux qui se sentent en danger, depuis que se multiplient les appels à la haine, les « Mort aux Arabes », les incendies de mosquées », sans dénoncer dans la même proportion les nombreux actes antisémites, dont certains meurtriers (affaires Halimi, Merah, Nemmouche, Coulibaly...), ce collectif engendre une condamnation sélective qui sert un processus de hiérarchisation victimaire particulièrement destructeur pour l'unité nationale et internationale. En refusant de céder « au chantage à l'union nationale », ce collectif participe également à essentialiser les musulmans lorsqu'il dénonce « l'obsession qui s'était enracinée dans le journal (*Charlie Hebdo*) contre les musulmans, assimilés à des terroristes, des « cons », des assistés. » Par cette déclaration, ce collectif amalgame les musulmans fanatiques effectivement moqués et traités de « cons » par *Charlie Hebdo* à la majorité des autres musulmans qui ne s'identifient pas aux islamistes. Ce collectif enferme aussi tous les musulmans dans un « statut de victime » en dénonçant la « stigmatisation des plus stigmatisés », sans considérer qu'ils sont aussi des acteurs ayant une diversité de statuts et des capacités d'action et de réaction. De plus, ce collectif n'essentialise pas que les musulmans mais aussi les policiers lorsqu'il affirme : « nous ne sommes pas des policiers » et qu'il s'« interdit à jamais » de chanter « l'hymne à l'institution policière » en raison des violences illégitimes perpétrées par les forces de l'ordre vécues quotidiennement par de nombreuses catégories de personnes (jeunes, immigrés, militants écologistes, etc.). Sans nier la réalité des violences policières que j'ai étudiées et dénoncées (*Casquettes contre képis*, L'Harmattan, 2014), en tant que sociologue, je sais aussi que les policiers sont des citoyens et que beaucoup d'entre eux ainsi que des responsables au sein de l'institution s'indignent contre une « police de guerre » en promouvant une « police de paix » respectueuse des droits de l'homme.

Au-delà de ces collectifs, des intellectuels chrétiens et musulmans ainsi qu'une figure morale du champ humanitaire expliquent quant à eux leur refus de manifester par le caractère jugé blasphématoire et générateur de haines des caricatures de *Charlie Hebdo*. Mais comment parler de « blasphème » dans une société laïque et accuser de « blasphémateurs » des caricaturistes se déclarant athées et se moquant de la religion et de ses prophètes ? Depuis plus de deux siècles, en France, l'existence d'une majorité de citoyens se déclarant chrétiens n'a pas empêché des libertaires et des libres penseurs de critiquer cette religion et son pape. L'islam étant aujourd'hui devenu la deuxième religion de France, il n'est alors pas acceptable que des humoristes ne puissent pas se moquer de l'islam au même titre que les autres religions. N'en déplaise aux croisés de la morale, le « droit au blasphème » est un droit de l'Homme. Dans la République laïque, ce qui revêt un caractère non négociable, à côté de la possibilité de croire ou de ne pas croire en dieu, c'est la liberté de pouvoir provoquer et de remettre en question toutes les institutions, y compris le pouvoir religieux. Ainsi, devant des caricatures jugées provocatrices par certains, que ceux qui se sentent offensés passent leur chemin, saisissent la justice ou mieux, utilisent à leur tour l'« arme de l'humour » en caricaturant les caricaturistes tant qu'il ne s'agit pas d'appel à la haine et au meurtre. En fait, « ceux qui ne sont pas Charlie », qu'ils se définissent chrétiens, juifs ou musulmans, utilisent le meurtre des journalistes et caricaturistes de *Charlie Hebdo*, au nom de la raison, de la responsabilité et du respect d'autrui, pour brider la liberté d'expression. Selon eux, ce meurtre traduit l'idée que la liberté d'expression doit désormais intégrer le fait que la limite de ce droit réside dans l'interdiction de provoquer les religions et les croyants sous peine, d'une part, que de nouveaux meurtres se produisent et, d'autre part, d'empêcher les musulmans de faire partie de la « communauté nationale ». On le constate

ici, quand il s'agit de remettre en question les acquis démocratiques de la laïcité, les extrémistes religieux chrétiens, juifs ou musulmans s'unissent. Face à cette réalité, la défense de la laïcité reste donc un combat de tous les jours.

En définitive, « ceux qui ne sont pas Charlie », sont les « pompiers pyromanes » qu'ils dénoncent et participent aux processus d'essentialisation, d'ethnisation, de hiérarchisation des victimes, d'érosion et de confusion du concept de laïcité, favorisant ainsi, dans un contexte d'expansion des théories complotistes et d'hystérie anti française dans plusieurs pays de tradition musulmane (suite au premier numéro « post mortem » de *Charlie Hebdo* représentant le prophète Mahomet en couverture), le développement d'un repli identitaire et d'un raisonnement en terme de « choc des civilisations ». En même temps qu'ils participent au déploiement de processus mortifères, ils contribuent, quoi qu'ils en disent, à une dépolitisation des rapports sociaux, notamment en terme de rapport de classe, au profit d'une vision culturaliste et raciale de ces rapports qui nuit à la possibilité d'unir les « colères sociales » légitimes, en particulier dans les quartiers populaires, pour faire face aux « désordres des inégalités ». *Charlie Hebdo* ne représente peut-être pas la France mais il fait partie intégrante de son identité politique et démocratique : soyez certains que face au fanatisme, des soldats de la liberté seront toujours présents pour défendre la liberté d'expression, l'outrance et la provocation. Dans cette perspective, repolitiser les quartiers populaires ne signifie pas, à travers une posture condescendante et misérabiliste, d'apporter une caution aux condamnations morales et religieuses des caricatures de *Charlie Hebdo* portées aujourd'hui, par un grand nombre de leaders parlant au nom des habitants des banlieues populaires sous prétexte qu'elles remettraient en question un précepte sacré de l'islam. Il s'agit plutôt d'agir pour rompre avec la logique de ghettoïsation et permettre à tous, notamment la population de ces quartiers, de s'intégrer dans la société française laïque par l'intermédiaire d'une socialisation politique émancipatrice indispensable à la vivacité démocratique et à la construction des capacités d'action collective des classes populaires.

Texte paru sur le site (acofis.org) de l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales, janvier 2015 dans la rubrique « Tribune Sociale ».

©acofis.org

